**Pérez García (Pablo), Catalá Sanz (Jorge Antonio),
*Epígonos del encubertismo. Proceso contra los
agermanados de 1541***

Valencia, Generalitat Valenciana, Biblioteca Valenciana, 2000, 519 p.,
ISBN 84-482-2522-8

Jean-Pierre Dedieu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/764>

DOI : 10.4000/chs.764

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 171-173

ISBN : 2-600-00664-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jean-Pierre Dedieu, « Pérez García (Pablo), Catalá Sanz (Jorge Antonio), *Epígonos del encubertismo. Proceso contra los agermanados de 1541* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 5, n°2 | 2001, mis en ligne le 28 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/764> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.764>

novatrice, les étapes de l'« art de dire » que développent les médecins : dire le texte que le corps meurtri constitue en en proposant une représentation, dire l'interdit, celui des actes monstrueux que la bienséance interdit de nommer, dire l'histoire, en reconstituant les antécédents et en levant le voile sur le passé des individus, et enfin, dans le cas des empoisonnements auxquels Chauvaud consacre un long développement, dire la vérité des corps à la manière d'un oracle. Mais *Les experts du crime* montre, parallèlement à cet art de dire, et d'écrire – Chauvaud consacre de belles analyses à la rédaction des rapports, à cette production de représentation – d'une part comment le discours des experts s'affranchit de celui des juges et devient de plus en plus spécifique, et d'autre part de quelle manière l'action des experts contribue en cette fin de XIX^e siècle à la vulgarisation du savoir médico-légal. Sans doute serait-il intéressant à partir de la perspective de Chauvaud d'examiner la diffusion de ce savoir partagé par les experts, d'analyser comment dans des dispositifs moins éclatants que celui du tribunal, ce discours a été reçu, repris, retourné.

Novateur, tout en conservant une facture classique, l'ouvrage de Chauvaud ne fait pas que combler un vide, il ouvre des pistes pour penser autrement l'histoire du crime et à travers elle l'histoire sociale.

Philippe Artières
CNRS, Paris
ph.artieres@wanadoo.fr

Pérez García (Pablo), Catalá Sanz (Jorge Antonio), *Epígonos del encubertismo. Proceso contra los agermanados de 1541*, Valencia, Generalitat Valenciana, Biblioteca Valenciana, 2000, 519 p., ISBN 84-482-2522-8

L'ouvrage traite des procès menés en 1541 contre un groupe d'artisans valenciens, originaires de Valence ville et de Téruel, pour conspiration contre la monarchie. Une copieuse étude préliminaire, en castillan (pp. 1 à 174), précède l'édition du procès, en valencien et en latin.

L'affaire doit être replacée dans son contexte. En 1522 le Royaume de Valence était en pleine guerre civile. Une partie de la population, regroupée au sein d'une Ligue (la *Germania*) était soulevée en armes à la fois contre l'autorité royale et contre les seigneurs. Les troupes fidèles au souverain avaient repris le contrôle de la capitale, mais la résistance restait vive, surtout autour des villes de Játiva et d'Alcira. Le principal leader de la révolte à Játiva, un politique, venait de mourir. Surgit alors un inconnu, un ermite, d'origine castillane, vêtu comme un sauvage, qui se révéla aux foules comme le petit-fils caché du roi Ferdinand le Catholique, destiné à récupérer son trône, usurpé par Charles de Gand (Charles Quint), puis à prendre la tête d'une croisade qui éliminerait l'islam et les suppôts de l'Antéchrist, donnerait aux chrétiens sous son autorité la maîtrise du monde et instaurerait une ère de bonheur, le règne des Élus sur terre, en attendant le retour final du Christ. Le message eut d'autant plus de succès qu'il rencontrait à la fois une tradition ancienne de millénarisme d'État, qui promettait aux rois de la Couronne d'Aragon l'hégémonie mondiale depuis le trône restauré de Jérusalem, et des courants de pensée populaire, plus protestataires mais tout aussi apocalyptiques. Le Roi caché (*Encubert*), comme il se faisait appeler, prit la tête de la révolte, qu'il galvanisa.

Après quelques succès militaires, considérés comme miraculeux par ses partisans, il fut assassiné au cours d'un raid qu'il tenta contre Valence.

Apparurent alors, pendant et après la fin de la guerre civile, d'autres « rois cachés », qui reprenaient le même message. Ils prétendaient que l'Encubert avait échappé à la mort, qu'un autre avait été tué à sa place – notons au passage que la tradition musulmane dit la même chose du Christ. Les chroniques leur accordent une place décroissante, au fur et à mesure que le temps passe, et les autorités de moins en moins d'importance. La fréquence des épisodes décroît d'ailleurs avec le temps. Les derniers recensés datent de 1529 et de 1541. Ils étaient jusqu'ici mal connus. Pérez García y Catalá Sanz ont eu le bonheur, au fil de recherches menées dans un tout autre but dans les archives de l'Audience de Valence – la cour d'appel royale du royaume – de tomber sur le procès des membres de la conspiration de 1541.

L'analyse de l'affaire montre qu'il s'agit en fait d'une arnaque, montée par un aventurier qui prétendit auprès d'un riche artisan valencien avoir fait connaissance en Flandre du roi caché, qui y vivait en grand seigneur et s'appêtait à revenir à Valence réclamer son royaume. L'autre le crut, s'appêta à partir rejoindre son héros après avoir vendu tous ses biens, mit dans la confidence un groupe d'amis, des artisans comme lui pour l'essentiel. Beaucoup d'entre eux avaient trempé dans le mouvement de 1522. Ils en gardaient un souvenir vivace. Il est difficile de savoir dans quelle mesure tous prirent au sérieux le récit de l'escroc, mais tout porte à croire que l'enthousiasme de certains au moins était sincère.

Au bout de quelques mois, l'un d'eux finit par dénoncer l'affaire au vice-roi (mai 1541). La réaction des autorités fut immédiate et radicale. En quelques jours, les deux premiers accusés valenciens furent arrêtés, mis à la torture, condamnés et exécutés par l'Audience royale agissant sous le contrôle direct du vice-roi. Les dénonciations sous la torture permirent l'arrestation d'une douzaine de « complices », surtout coupables de ne pas avoir dénoncé les faits. L'un d'eux fut condamné à mort et exécuté. Un deuxième fut banni du royaume, un troisième condamné à une grosse amende, les autres sans doute relâchés.

Ce sont les aspects judiciaires du dossier qui intéresseront essentiellement les lecteurs de *Crime, histoire et sociétés*. Ce sont précisément les aspects que les auteurs traitent avec le moins de profondeur. Certes ils nous livrent le procès en édition intégrale : c'est un texte dense, correctement transcrit, autant que nous pouvons en juger en l'absence de l'original, en édition paléographique ponctuée à la moderne, selon des critères clairement exposés (nous ne partageons pas toutes leurs options sur ce point, mais cela ne touche à rien d'essentiel). L'édition suit l'ordre du dossier, même quand elle ne correspond pas à la chronologie. Un système de renvois permet de s'orienter.

Le commentaire suivi des auteurs (pp. 113-140) va à l'essentiel. Il débrouille la chronologie d'une affaire complexe. Il montre clairement la part énorme laissée à l'arbitraire du juge dans un cas de haute trahison ; arbitraire totalement tourné contre l'accusé dans les premiers moments, sous le coup de l'affolement provoqué par la première découverte : emploi immédiat de la torture, refus de délais pour préparer la défense, recherche du nom des complices plus que de la preuve d'un délit considéré d'emblée comme démontré. La seconde vague de procès se déploie sur un autre tempo, plus lent, plus proche du normal. La défense reçoit le temps de rédiger ses conclusions et de présenter ses témoins, l'usage de la torture est moins systématique, réservé aux cas les plus évidemment graves. On apprend ainsi beaucoup sur le fonctionnement du procès criminel au XVI^e siècle à Valence : interventions directes

du vice-roi, marge de liberté considérable du juge qui, en accordant ou en refusant des prolongations de délais pour la préparation de la défense, en sélectionnant dans les interrogatoires présentés par l'accusé les questions qu'il pose aux témoins à décharge, fait varier de façon considérable dans la pratique les possibilités et l'efficacité de la défense.

Tout cela est bel et bon, mais aurait gagné à être mis en contexte. On ignore à peu près tout de la procédure criminelle valencienne à l'époque moderne. On n'a même pas sur elle les lueurs que de rares travaux ont jeté sur la procédure castillane, et que la frontière juridique qui sépare les deux royaumes empêche d'extrapoler. Un procès en lèse-majesté, par ailleurs, n'est pas une affaire courante. Il est régi par des normes particulières. Dans les ténèbres où nous sommes sur ces points, nous aurions aimé une approche comparative, qui mette en relief ressemblances et traits différentiels, tant par rapport à la Castille que par rapport aux affaires criminelles habituelles. Seuls les auteurs, bons connaisseurs de l'Audience de Valence, étaient en état de faire ce travail. Aucun historien, même disposant du dossier, ne peut le mener à bien, faute de points de comparaison. Dans le même ordre d'idées, nous aurions aimé que des notes explicatives spécifiques, commentant la procédure, guident notre lecture.

La perspective de la publication est celle d'une histoire de l'idéologie du roi caché à Valence. C'est sur ce point que porte la conclusion principale, à savoir l'idée qu'il n'aurait pas été une personne isolée, mais le chef d'un groupe religieux et millénariste qui aurait profité de la guerre civile pour tenter de prendre le pouvoir; qu'il n'y aurait pas eu un seul Encubert, mais que plusieurs personnes auraient simultanément et de façon coordonnée assumé ce rôle, ce qui expliquerait le don d'ubiquité prêté au personnage et ses constantes résurrections dans les années qui suivent sa première exécution. Dans cette perspective, le dossier judiciaire est suffisamment analysé – encore qu'il n'apporte aucun élément en faveur de la thèse des auteurs. Dans une perspective d'histoire de la justice, en revanche, l'analyse reste superficielle et de nombreuses questions qui auraient dû être posées ne le sont pas. On le regrettera et on émettra le vœu d'une reprise de la documentation dans ce sens.

J.P. Dedieu
 TEMIBER - CNRS
 Université de Bordeaux 3
 temiber@montaigne.u-bordeaux.fr